

DIPLOMATIE

Merkel porte la voix de l'Europe au Congrès des États-Unis

La chancelière a plaidé pour **UNE COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE PLUS ÉTROITE SUR LE CLIMAT**, la régulation financière et l'Afghanistan.

ROMARIC GODIN,
à Francfort

Une semaine après sa réélection comme chancelière, Angela Merkel a été le premier chef du gouvernement allemand à prononcer hier un discours devant le Congrès des États-Unis réuni pour l'occasion. En 1957, le chancelier Adenauer s'était en effet exprimé devant les deux chambres séparément. Lex-citoyenne de la RDA a salué le « grand honneur » qui lui était accordé vingt ans après la chute du mur de Berlin et a insisté sur la reconnaissance de son pays pour le rôle joué par les États-Unis dans la chute du régime est-alle-

mand. Certes, la réunification a tourné une page des relations germano-américaines et l'on se souvient que le gouvernement Schröder avait mené en Europe la fronde contre la guerre en Irak. Mais, pour Dimitris Agirakos, président de l'institut de géopolitique DIAS de Düsseldorf, Angela Merkel a, à partir de 2005, apaisé les relations entre Berlin et Washington. Selon lui, le nouveau gouvernement ne « devrait pas apporter de changement notable » aux relations entre les deux pays. Sa visite entend donc, à ses yeux, « montrer la continuité de cette alliance qui reste fondamentale pour les relations transatlantiques », mais aussi « profiter de l'occasion pour peser sur les États-Unis sur les dossiers brûlants : l'Afghanistan, le changement climatique et la régulation financière ».

LE TEMPS PRESSE

Berlin entend donc insister sur sa relation privilégiée avec les États-Unis. Demain, le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle sera à Washington. Le but de l'Allemagne semble clairement être de porter la

voix de l'Europe outre-Atlantique. « Il n'y a pas de meilleur partenaire pour les États-Unis que l'Europe, et il n'y a pas de meilleur partenaire pour l'Europe que les États-Unis », a proclamé Angela Merkel à la tribune du Congrès. Ainsi, sur les grands sujets, la chancelière s'est faite la porte-parole du Vieux Continent, éclipsant le sommet Europe-États-Unis (voir encadré) qui se tenait non loin de là. Aussi a-t-elle exhorté les parlementaires américains, à un mois du sommet de Copenhague, à agir pour la défense de l'environnement (lire ci-dessous). « Nous n'avons pas de temps à perdre. Nous avons besoin d'un accord à Copenhague », a-t-elle martelé, affirmant que « si les États-Unis et l'Europe sont prêts à prendre des engagements, ils convaincront la Chine et l'Inde ». Sur les sujets économiques, elle a défendu

la nécessité d'une régulation « durable » au niveau mondial, insistant encore sur l'importance d'une coopération transatlantique. Sur l'Afghanistan, enfin, répondant aux demandes américaines d'un engagement supplémentaire des Européens sur le terrain, elle a appelé à la définition d'une stratégie commune de sortie du conflit.

Devant le Congrès, Angela Merkel a donc porté la voix de l'Europe. Le nouveau gouvernement allemand entend-il devenir le partenaire privilégié de Washington ? Pour Dimitrios Agirakos, « le danger d'une concurrence entre les pays membres sur ce thème existe, mais il serait néfaste à l'UE ». Il préfère cependant voir dans la visite d'Angela Merkel un acte d'une stratégie commune visant à renforcer le lien transatlantique. ■



« Il n'y a pas de meilleur partenaire pour l'Europe que les États-Unis », a proclamé Angela Merkel (ici en compagnie du vice-président Joe Biden à la tribune du Congrès hier.

Les élus américains débattent du climat

L'ADOPTION D'UN TEXTE PAR LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT dépend d'un compromis sur le nucléaire.

COÏNCIDENCE DU CALENDRIER, alors qu'Angela Merkel prononçait hier son discours devant le congrès américain, débutait au Sénat l'examen du projet de loi concernant le changement climatique par la commission sur l'Environnement. La séance a tourné court, en raison d'un boycott des élus républicains, minoritaires. Le texte, important tant par son volume — près de 800 pages — que par son enjeu (c'est l'une des mesures phares de l'administration Obama), a déjà fait l'objet d'auditions préliminaires la semaine dernière. L'idée serait de faire adopter le texte par

la commission avant le sommet de Copenhague en décembre, permettant ainsi de montrer à la communauté internationale l'implication américaine dans la lutte contre le réchauffement. Un vote final en séance plénière au Sénat ne pourra pas techniquement intervenir avant le début de 2010. Quoi qu'il en soit, avant tout examen, les républicains ont exigé que les coûts soient évalués par l'Agence américaine de l'environnement et par le bureau du Budget du Congrès. Ils réclament également que le « développement de l'énergie nucléaire » figure en

bonne place. Leur leader, James Inhofe, juge que l'application du plan actuel serait « un impôt sur l'énergie qui supprimera des emplois ». Un argument auquel sont sensibles certains démocrates, élus d'États économiquement dépendants du pétrole ou du charbon, et réticents à signer le texte actuel.

TRACTATIONS

En coulisse, les tractations vont bon train pour trouver un compromis. Le sénateur démocrate John Kerry, l'un des rédacteurs, négocie avec son collègue républicain Lindsey Graham des

mesures en faveur d'une « renaissance du nucléaire ». Les deux doivent rencontrer cette semaine le secrétaire américain à l'Énergie, Steven Chu, et la conseillère d'Obama pour le climat, Carol Browner. Le projet de loi du Sénat, plus ambitieux que celui voté par la Chambre des représentants en juin dernier, a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 %, contre 17 % pour le texte de la Chambre. Quant aux modalités, les deux militent en faveur d'un marché de droits d'émission.

ROBERT JULES

BARROSO PESSIMISTE SUR COPENHAGUE

À l'occasion du sommet Union européenne-États-Unis qui se tenait hier à la Maison-Blanche, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est montré pessimiste sur les chances de conclure un traité international sur le changement climatique au sommet du climat de Copenhague début décembre. « Il n'y a plus de temps pour cela », a-t-il indiqué, misant davantage sur un accord transitoire traçant un cadre de travail pour les pays industriels et émergents. Outre le climat, le menu des discussions du sommet portait sur l'Afghanistan, le processus de paix au Moyen-Orient et le dossier du nucléaire iranien.

Le monde s'inquiète autant du réchauffement que de la crise

Une enquête de HSBC montre que **LES POPULATIONS FONDENT DE GRANDS ESPOIRS** sur la conférence de Copenhague.

À QUELQUES SEMAINES de la conférence de Copenhague sur le climat, « l'attente est forte parmi les populations dans les pays développés comme dans ceux en développement, et les dirigeants politiques risquent d'être pris en porte-à-faux si le rendez-vous se solde par un échec ». L'avertissement de Jacques Brégeon, directeur du Collège des hautes études de l'environnement et du développement durable, était sans ambiguïté hier, lors de la présentation des résultats d'une vaste enquête réalisée par la banque HSBC sur le niveau de préoccupation climatique dans le monde. Pour lui, il y a un risque de voir les responsables politiques baisser les bras devant la complexité des négociations onusiennes, comme cela a pu être le cas, dans un tout autre domaine et à une autre époque, « avec les accords de Munich ». Et l'étude de HSBC, menée en ligne dans 12 pays (1.000 sondés par pays), « est un appel clair de la population mondiale pour un accord fort et efficace », a plaidé pour sa part

l'économiste Nicholas Stern, conseiller de la banque, dans un commentaire écrit.

Selon l'Observatoire annuel HSBC de la confiance climatique, « près des deux tiers (65 %) des personnes interrogées dans le monde jugent qu'un nouvel accord international de réduction des émissions polluantes est très important ». Le pourcentage atteint même 86 % des Brésiliens et 73 % des Français, contre seulement 45 % des Américains. Un résultat explicable dans la mesure où « les pays du Sud seront les plus affectés par les changements climatiques et les populations s'y sentent très concernées », commente Marine de Bazelaire, coordinatrice responsabilité d'entreprise chez HSBC.

UN BÉMOL

Plus édifiant, « malgré l'aggravation de la récession mondiale depuis l'enquête de l'année dernière, 7 personnes sur 10 (69 %) au niveau mondial estiment qu'il est au moins aussi important de lutter contre le changement cli-



matique que de soutenir leur économie nationale pendant la crise ». En France, ils sont même 74 % à le penser. Un bémol toutefois, la crise a pesé sur la part des sondés qui font des changements climatiques un problème majeur. À l'échelle mondiale, ils étaient 83 % en 2007 (dont 29 % dans les marchés développés), 84 % en 2008 (dont 32 % dans les marchés développés) et seulement 68 % cette année (dont 25 % dans les marchés développés). Autre résultat, « 79 % des personnes interrogées veu-

lent que les États s'engagent à atteindre ou dépasser largement un pourcentage de réduction de l'ordre de 50 % à 80 % des émissions d'ici à 2050 ». Ces objectifs sont pourtant ceux retenus par les dirigeants des plus grandes puissances lors du sommet du G8 l'été dernier. Si de plus en plus de sondés se déclarent prêts à contribuer à la réalisation de ces objectifs par de petits gestes, nul ne sait encore si tous les pays feront ce qu'il faut pour les respecter.

LAURENT CHEMINEAU

EN BREF

Les déficits budgétaires vont peu diminuer l'an prochain, selon le FMI

Les déficits budgétaires des économies développées vont peu diminuer en 2010 par rapport à 2009, malgré le retour de la croissance, a estimé le Fonds monétaire international dans un rapport publié mardi. Selon ses estimations, le déficit devrait passer de 9,7 % du produit intérieur brut en moyenne pour les « économies développées du G20 » en 2009, à 8,7 % en 2010.

Pour Pascal Lamy, la protection du climat passe avant la promotion du commerce

« Le climat est le sujet numéro un et le commerce le numéro deux », a estimé en début de semaine le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy (photo), lors d'un discours prononcé à Ottawa. Entre le climat et le commerce, « mon message a été et demeure qu'il faut soutenir le sommet de Copenhague sur le climat à la fin de l'année », a-t-il martelé.



BLOOMBERG NEWS

La Chine et Taiwan négocieront un accord commercial dès décembre

Taiwan et la Chine commenceront des discussions en vue d'un accord commercial à partir de décembre. Taïpeh comme Pékin cherchent à redynamiser leur économie respective affectée par la crise internationale. L'accord sera discuté lors d'une négociation sur la coopération dans le domaine de la pêche, la certification des biens agricoles et industriels et sur la double taxation.